INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 24 janvier 2022**

* Les Bourses européennes ont sévèrement dévissé ce lundi, les investisseurs s’inquiétant des tensions grandissantes entre la Russie et l’Occident sur le dossier ukrainien. Au son de la cloche, le CAC 40 a ainsi chuté de 3,97% à 6 787,79 points et l’EuroStoxx 50 a perdu -3,76% à 4 070,37 points. A Wall Street, l’heure est également à l’orage. En fin d’après-midi, le Dow Jones recule de 2,80% et le Nasdaq Composite lâche 4,16%.
* Sur les places du Vieux Continent, la séance fut dominée par les craintes des opérateurs face au bras de fer de plus en musclé opposant la Russie et l'Occident à propos de l'Ukraine. L'Otan a mis ses forces en état d'alerte et envoyé des renforts en Europe de l'Est. De son côté, la marine russe a entamé des exercices en mer Baltique. Une escalade qui inquiète.
* L'aversion pour le risque qui a déferlé sur les marchés actions a également été alimentée par la proximité de la décision de politique monétaire de la Fed. Les investisseurs attendent des informations concernant le calendrier de la hausse des taux et la réduction du bilan.
* Sur le front statistique, l'heure n'était pas non plus à la joie, avec des indicateurs illustrant l'impact du variant Omicron sur l'économie. Dans la zone euro, la croissance de l'activité du secteur privé a ralenti en janvier pour le deuxième mois consécutif, selon les PMI préliminaires d'IHS Markit. Le PMI Composite est ainsi ressorti à 52,4 contre un consensus de 52,6 et après 53,3 en décembre 2021.
* Aux Etats-Unis, le PMI Composite a reculé à 50,8 en janvier, contre 57,6 en décembre. Cela représente un plus bas de 18 mois.
* Le cours du baril de WTI américain cède 2,3% à 83,2 dollars tandis que son homologue européen, le Brent de la mer du Nord, perd 1,9% à 86,2 dollars. Le pétrole, comme le reste des actifs à risque, souffre du regain de nervosité des marchés lié aux conclusions de la réunion de politique monétaire de la Fed, mercredi soir. Une volatilité renforcée par les tensions grandissantes entre l'Occident et la Russie à propos de l'Ukraine et par le conflit au Yémen.
* Déjà affaiblies en fin de semaine dernière sur fond de hausse de l'aversion pour le risque, les cryptomonnaies ont continué de reculer pendant le week-end. La correction intervient alors que la Fed va commencer à normaliser sa politique monétaire, marquant le début de la fin pour le flot d'argent déversé par les Banques centrales pour faire face à la crise du Covid. La plus célèbre des cryptomonnaies, le Bitcoin, perd encore près 5% à 33 617 dollars, portant ses pertes par rapport à son plus haut de début novembre à 50%.
* La croissance du secteur privé français a de nouveau marqué le pas en début d’année 2022, selon les données préliminaires du bureau d’études IHS Markit. Ainsi, l’indice des directeurs d’achat (PMI) Composite est ressorti à 52,7 contre un consensus de 54,5 et après 55,8 en décembre 2021. De son côté, le PMI dans les services a atteint 53,1 en janvier, contre un consensus de 55,3 et après 57 en décembre. Enfin, le PMI manufacturier a atteint 55,5 en janvier, contre un consensus de 55,5 et après 55,6 en décembre.

" Compte tenu de la forte hausse du nombre de nouveaux cas quotidiens de Covid-19 en France, on ne peut s'étonner de l'affaiblissement de la croissance enregistré en janvier. Si, contrairement à ses homologues européens, le gouvernement français a choisi de ne pas imposer de nouvelles mesures de restriction et ainsi permis un maintien de l'expansion, l'économie a néanmoins subi les répercussions du variant omicron ", a commenté Joe Hayes, Senior Economist à IHS Markit.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, c'est l'hécatombe au sein du CAC, avec Saint-Gobain (-8,46%), Stellantis (-7,43%) et Worldline (-7,28%) accusant les plus forts replis. Renault (-2,81%) n'a pas échappé à la déprime ambiante, malgré l'important plan d'investissement dans l'électrique que pourrait dévoiler l'Alliance ce jeudi.
* Au sein du SBF 120, Orpea a été suspendue de cotation à la mi-journée à la demande du groupe. Avant sa suspension, le titre abandonnait 16,11 %. Cette dégringolade est liée à un livre dénonçant les pratiques de l'exploitant d'Ehpad et de cliniques spécialisées.
* En revanche, Orange(+0,90%) est parvenu à progresser (la seule hausse du CAC!) alors que la consolidation du secteur des télécoms se poursuit en Europe. Au sein du SBF 120, Ipsen (+1,26%) a également échappé à la baisse car Santé Canada a approuvé Sohonos (capsules de palovarotène).
* L’action Orpea a violemment décroché en toute fin de matinée, avant d’être suspendue de cotation à la demande du spécialiste de la prise en charge de la dépendance. Avant sa suspension, le titre abandonnait 16,11 % à 69,28 euros. Cette dégringolade est liée à un livre dénonçant les pratiques de l’exploitant d’Ehpad et de cliniques spécialisées. Si cet ouvrage, intitulé " Les fossoyeurs : Révélations sur le système qui maltraite nos aînés ", n’est pas encore sorti, Le Monde a d’ores et déjà publié des extraits chocs ce lundi.

Sur son site internet, l'auteur, le journaliste indépendant Victor Castanet, présente ainsi son ouvrage : " Trois ans d'investigations, 250 témoins, le courage d'une poignée de lanceurs d'alerte, des dizaines de documents explosifs, plusieurs personnalités impliquées… ".

Il pointe du doigt de multiples dérives : personnes âgées maltraitées, salariés malmenés, acrobaties comptables et argent public dilapidé.  
Contactée par l'AOF, une porte-parole d'Orpea a indiqué que le groupe travaillait activement à préparer une réponse à ces accusations. A la clôture de la Bourse de Paris, un communiqué n'était toujours pas disponible.

* Des annonces électriques sont en préparation du côté de l’Alliance. Renault, Nissan et Mitsubishi devraient ainsi dévoiler ce jeudi leur grand plan « Alliance to 2030 », prévoyant un triplement de leurs investissements pour développer conjointement des véhicules électriques. C’est ce qu’a rapporté dimanche Reuters, sur la base de deux personnes au fait du projet. Les trois constructeurs devraient annoncer un plan d'investissement de plus de 20 milliards d’euros dans le développement de véhicules électriques au cours des 5 prochaines années, selon le média.

D'ici 2030, l'Alliance devrait proposer plus de 30 nouveaux véhicules électriques à batterie reposant sur cinq plates-formes communes, a ajouté Reuters.

L'alliance prévoit d'investir conjointement pour produire en France, en Grande-Bretagne, en Chine et au Japon un total de 220 gigawattheures de capacité de batterie d'ici 2030 dans le cadre du plan, a conclu le média.

* Unilever bondit de près de 6% à 3 891,5 pence, soutenu par l'information du Financial Times selon laquelle le fonds spéculatif activiste de Nelson Peltz, Trian Partners, a pris une participation à son capital. Les investisseurs spéculent sur la pression que pourrait mettre ce fonds sur la direction de la société afin d'augmenter le retour à l'actionnaire. Le dirigeant d'Unilever est la cible de critiques d'actionnaires lui reprochant une stratégie floue.

La semaine dernière, Unilever a refusé de relever son offre de 50 milliards de livres sur la branche de santé grand public de GlaxoSmithKline.

Ce refus, et plus encore ce projet de rachat, a suscité des interrogations des experts. Certains doutent en effet de l'intérêt d'Unilever de se focaliser dans "la beauté, la santé et les soins bucaux" alors qu'il détient des marques très fortes dans l'agroalimentaire comme les glaces Ben & Jerry's, la mayonnaise Hellmann's ou encore les potages Knorr.

D'autres au contraire, ont regretté que le groupe abandonne aussi rapidement un projet qui faisait sens.

* Vodafone et Iliad seraient en discussions actives pour fusionner leurs activités en Italie, a rapporté Reuters ce week-end, sur la base de témoignages de sources anonymes proches du dossier. L'agence de presse révèle que le groupe de Xavier Niel travaille actuellement avec la d'affaires Lazard sur ses projets stratégiques en Italie. "En cas de succès de leur rapprochement en Italie, le nouvel ensemble disposerait dans la péninsule d'une part de marché dans le mobile d'environ 36% et d'un chiffre d'affaires combiné de près de six milliards d'euros", écrit Reuters.

Iliad s'est lancé en Italie en 2018 en se donnant pour mission de casser les prix des abonnements sur un marché considéré comme fragmenté. De plus en plus d'acteurs appellent d'ailleurs à une consolidation du secteur des télécoms en Europe, y compris Iliad et Vodafone. Jefferies considère ainsi que cette consolidation est "le plus grand moteur" de sa réévaluation de 45% du secteur sur la période 2013-2015.

* Kering a signé un accord en vue de céder l'intégralité de sa participation (100%) dans Sowind Group SA, qui détient les manufactures horlogères suisses Girard-Perregaux et Ulysse Nardin, à son management actuel. Cette opération s'inscrit dans la stratégie de Kering de donner la priorité aux "maisons" ayant le potentiel d'atteindre une taille significative à l'échelle du groupe, et auxquelles il peut apporter dans la durée un soutien décisif, a indiqué la société.

**ANALYSES**

* La poussée de l'inflation va entraîner des revendications salariales plus fortes en 2022. Certains économistes redoutent qu'en retour, les hausses de salaires nourrissent celles des prix et que se mette en place une boucle inflationniste dont il sera difficile de sortir. Avec la logique suivante qui rencontre un franc succès chez les banquiers centraux depuis les années 1980 : l'inflation est comme le dentifrice. Une fois sorti du tube, on peut difficilement l'y remettre.

Avec des prix en hausse de l'ordre de 5 % sur un an en Europe, le risque de voir des pans entiers de la population tomber dans la pauvreté est élevé.

« Pour les entreprises européennes, la hausse des coûts atteint son rythme le plus élevé de ces 25 dernières années. Dans ces conditions, les hausses de salaires minimum en Europe, et notamment en Allemagne, pourraient nourrir l'inflation », estime ainsi Chris Hare, économiste chez HSBC.

Au-delà des hausses de salaire minimum, « le choc sur les prix va peu à peu se diffuser au sein de l'économie. Il va entraîner une demande d'augmentations de salaires, et celles-ci, en retour, se répercuteront sur les prix de vente. Mais ce sont le niveau de concurrence, l'importance des marges des entreprises et le fonctionnement des institutions du marché du travail qui détermineront l'impact final sur les prix et les salaires », explique Selin Ozyurt, économiste chez Euler Hermes.

« Au Royaume-Uni, comme le marché du travail est très flexible, les salaires réagissent très vite à une hausse de l’inflation », souligne Selin Ozyurt. Ce mécanisme pourrait même être encore plus rapide en cette période puisque « l'économie britannique doit affronter les effets du Brexit couplés à ceux de la pandémie, qui ont réduit la force de travail étrangère. Le manque de main-d'oeuvre se fait donc plus ressentir de l'autre côté de la Manche, ce qui tire certains salaires à la hausse », poursuit-elle.

Dans la zone euro, c'est moins le cas. En France et en Allemagne, la réaction des salaires à la hausse des prix se produit avec un retard de deux trimestres et l'augmentation salariale qui en résulte correspond à peine à l'inflation. A titre d'exemple, un choc de prix de 1 % a tendance à augmenter le salaire moyen français de 1 % au bout d'un an et demi, estime l'économiste dans une étude.

D'autres économistes tempèrent le risque d'un dérapage continu des prix à la suite des hausses de salaires. « La hausse des prix du gaz va amputer les profits des entreprises européennes de l'ordre de 3 %. Dans ce contexte, il est difficile d'envisager des hausses de salaires importantes dans la zone euro », estime Evelyn Herrmann, économiste chez Bank of America. Selon ses calculs, quand les salaires augmentent de 1 %, les profits baissent de 7 %.

Pour l'instant, rien n'indique une accélération des salaires. Dans la zone euro, la hausse des salaires négociés n'atteignait que 1,5 % sur un an au troisième trimestre 2021, son plus bas niveau depuis 10 ans. Il faut dire aussi que les Etats tentent depuis l'été de réduire l'impact de la hausse des prix de l'énergie sur les revenus des ménages via d'autres mécanismes, comme des chèques en France.

**L’AGENDA DU 25 janvier 2022**

**10h00 en Allemagne**

Indice Ifo du climat des affaires en janvier

**15h00 aux Etats-Unis**

Indice S&P Case-Shiller des prix immobiliers en novembre

**16h00 aux Etats-Unis**

Indice de confiance des consommateurs du Conference Board en janvier